Intox à gogo

Cours de "masturbation" à l'école : la mécanique d'emballement d'une puissante machine à fantasmes

Par Hadrien Mathoux

Publié le 03/09/2018 à 13:00

L'annonce de séances d'éducation à la sexualité à l'école dès la rentrée a déclenché un torrent de "fake news" sur Internet, largement alimenté par des spécialistes du genre. Qui sont ces individus qui s'amusent à faire peur aux parents ? Et que prévoit en réalité le gouvernement ? Mettons les points sur les i.

Exposés de kamasutra au CP, "propagande LGBT" et ateliers pratiques de masturbation dès la maternelle : cette vision totalement fantaisiste de l'avenir de nos écoles s'est diffusée avec une ampleur impressionnante ces dernières semaines sur les réseaux sociaux. A l'origine, une annonce de Marlène Schiappa, le 18 juillet dernier : la secrétaire d'Etat à l'Egalité femmes-hommes informe alors, *via* une circulaire ministérielle, de sa volonté de remettre à l'ordre du jour trois séances annuelles d'éducation à la sexualité dans les écoles. Il n'en fallait pas plus pour ouvrir grand la boîte à fantasmes, et donner le coup d'envoi d'un été d'intox.

Les habitués des campagnes de désinformation sur l'école s'en sont donné à cœur joie : on citera Farida Belghoul, qui avait déjà organisé en 2013 des journées de "*retrait de l'école*" pour s'opposer au prétendu enseignement de la "*théorie du genre*", et s'est remobilisée cette année en compagnie de son acolyte Marion Sigaut ; les sites Egalité & Réconciliation, La Gauche M'a Tuer ou Boulevard Voltaire, tous liés à divers courants de l'extrême droite ; ou encore les sphères religieuses les plus conservatrices, unissant dans une belle concorde intégristes catholiques et musulmans - un exemple édifiant en est l'ouverture d'une école hors contrat musulmane à Aulnay-sous-Bois, qui a utilisé les "*fake news*" sur l'enseignement de la masturbation comme argument promotionnel.

Des acteurs moins radicaux ont également exprimé une crainte au sujet de l'enseignement de la sexualité à l'école. Le député LR Julien Aubert a ainsi tweeté qu'il ne "*[voulait] pas que Marlène Schiappa éduque sexuellement [ses] enfants*".

Karim Ouchikh, président du micro-parti Souveraineté, identité et libertés (SIEL), a lui lancé une pétition, dont le mot d'ordre est : "*Protégeons nos enfants des séances d'éducation sexuelle et affective imposées par Marlène Schiappa (...), dont on ignore tout des arrière-pensées idéologiques*". Ecole & Nation, le forum d'éducation du Rassemblement national (RN), a dénoncé "*la propagande des associations à l'intérieur des établissements*". La militante Feïza

Ben Mohamed, ancienne porte-parole de la Fédération des musulmans du sud, a elle jugé que "*ces enseignements, qui relèvent de l'intime, n'ont rien à faire à l'école*", condamnant une prétendue "*hypersexualisation de la société dès l'enfance*". Jointe par *Marianne*, elle explique qu'elle souhaite "*qu'on ne fabrique pas une 'norme' qui induirait aux enfants que les rapports sexuels sont d'usage y compris au collège*", considérant qu'il ne faut pas "*banaliser ces actes qui sont importants dans une vie*", et que les enseignements existants en cours de SVT sont suffisants. Dans un courrier de demande d'informations au ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, le maire LR d'Aulnay-sous-Bois Bruno Beschizza a donné un curieux écho aux racontars concernant les "*cours de masturbation*", indiquant qu'il n'avait "*aucune information (...) qui infirme ces rumeurs*" et réclamant des "*éléments rassurants*" au ministre.

AULNAY-SOUS-BOIS

Le Maire

Le 27 août 2018

Monsieur Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale
110 rue de Grenelle
75357 PARIS SP 07

Monsieur le Ministre,

Depuis plusieurs semaines, des informations circulent sur les réseaux sociaux mais aussi sur le terrain dans beaucoup de nos communes, concernant la mise en place future de cours d'éducation sexuelle dans nos écoles maternelles et élémentaires, allant même jusqu'à évoquer des « cours de masturbation sexuelle ».

La rentrée scolaire approchant, nous n'avons pourtant eu aucune information des services du Ministère de l'Éducation nationale qui infirme ces rumeurs. Ce silence assourdissant ne les fait que d'autant plus grossir et se multiplier.

De nombreux administrés me questionnent à ce sujet, ainsi que d'autres collègues élus locaux, sans que nous soyons en mesure de leur répondre, le contenu pédagogique des enseignements scolaires dispensés relevant de la compétence exclusive de l'État.

Cet été, mes services ont alerté les services de la Direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Seine-Saint-Denis, de cette situation et de certains propos tenus sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, des informations concordantes m'indiquent que des parents d'élèves voudraient organiser des mobilisations contre de tels enseignements.

L'école de la République est là pour instruire et former nos enfants. Les contenus des enseignements concernant l'éducation sexuelle, telle qu'elle est relayée sur les réseaux sociaux, notamment, relèvent quant à eux des familles.

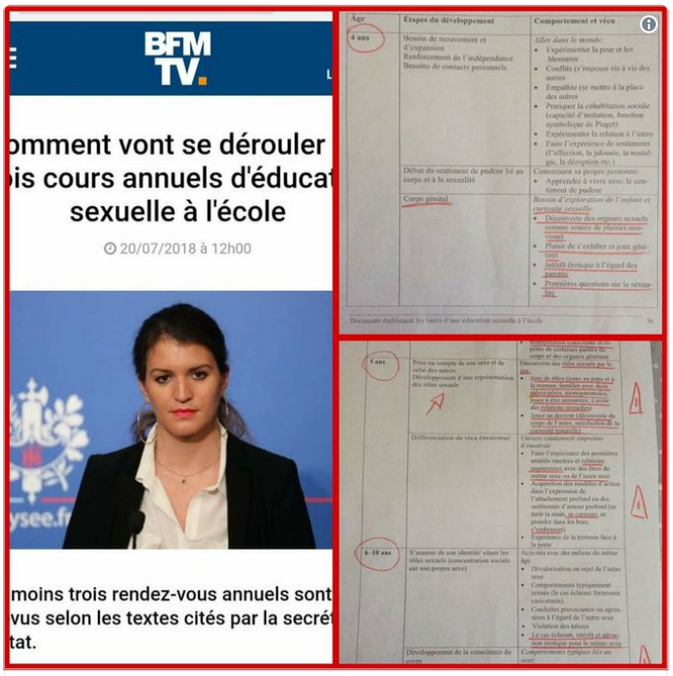
Benjamin GIAMI
@BenjaminGiami

Quand tu lis un tel courrier du maire de ta ville, tu as honte 🤦‍♂️ #educationsexuelle #fakenews #navrant

8:34 PM - Aug 30, 2018

79 56 people are talking about this

Enfin, Agnès Cerighelli s'impose comme une des figures de proue du mouvement de défiance à l'égard de l'éducation sexuelle à l'école. Elue municipale à Saint-Germain-en-Laye, celle qui se présente comme "*adhérente LREM*" relaie sans vergogne des faux documents sur les cours, affirme que l'éducation à la sexualité "*peut conduire [les enfants] à des pratiques précoces et parfois à la pornographie*" et relaie une pétition "*contre l'éducation sexuelle imposée à l'Europe qui vise la légalisation de la pédophilie*"...



AgnesCerighelli
@AgnesCerighelli

La sexualité relève de l'intime. Enseigner la Sexualité à l'Ecole peut créer des psycho-traumatismes indélébiles. Ouvrir les #enfants à la sexualité et au consentement éveille leur curiosité, mais peut les conduire à des pratiques précoces et parfois à la pornographie. #Schiappa

12:19 PM - Sep 1, 2018

53 164 people are talking about this

Les fausses informations au sujet de l'éducation à la sexualité ont également pullulé chez nombre de citoyens "lambda", avec une ampleur inquiétante. Les "Décodeurs" du *Monde* donnent ainsi l'exemple d'une vidéo d'un "coup de gueule" publiée sur Facebook, et vue plus de 3 millions de fois en quelques jours, qui les a décidés à publier une série d'articles démontant les rumeurs et informations malveillantes circulant sur le sujet. Une nécessité pour Adrien Sénécat, auteur de ces papiers, après avoir constaté qu'il existe en France "*un public assez large enclin à croire que les cours d'éducation sexuelle sont une forme d'endoctrinement malsain voire 'déviant*'". Cédric Mathiot, responsable de la rubrique CheckNews du site de *Libération*, nous indique de son côté que son service a reçu un nombre record de questions autour de l'école et de la sexualité : une trentaine depuis l'annonce de Marlène Schiappa.

Hystérisation malhonnête et questionnements légitimes

Une telle effervescence interroge : quels en sont les ressorts ? "*Les thématiques mêlant école et sexualité prennent systématiquement une ampleur extrêmement passionnelle*", constate Cédric Mathiot, qui garde en mémoire le tohu-bohu causé sur Internet par la mise en place des "ABCD de l'égalité" par Najat Vallaud-Belkacem en 2013. Le journaliste de *Libération* note également que les *hoax* propagés sont "*difficiles à torpiller, ils se nourrissent de vieux documents qu'on ressort et qu'on détourne de leur contexte*". Ainsi, un obscur rapport rédigé en 2008 sous l'égide de l'OMS est régulièrement ressorti des placards. Bien réel, le document indique "*qu'une forme d'autosexualité existe entre la naissance et l'âge de 6 ans et que les enfants en faisant la demande pourraient bénéficier d'informations sur le corps et sur la sexualité*". Mais il est à la destination de pédagogues, n'a aucune valeur contraignante et n'a surtout jamais été appliqué en France. Reste que ces éléments sont bien plus difficiles à avancer auprès des sceptiques que le simple démontage d'un "*fake*" plus grossier.

LIRE AUSSI **Education sexuelle : pourquoi le pénis est enseigné et pas le clitoris ?**

Ce qui nourrit par ailleurs le phénomène, c'est que l'éducation à la sexualité génère des interrogations parfois légitimes. Adrien Sénécat, journaliste des Décodeurs du *Monde* auteur de la série d'articles autour du sujet, résume : "*Ces sujets sont sensibles, pour de bonnes et de mauvaises raisons. Certaines personnes les instrumentalisent pour des raisons idéologiques - ils nourrissent des conceptions ultra-puritaines et estiment que plaider pour l'égalité entre les hommes et les femmes auprès des enfants, c'est déjà de l'endoctrinement politique. Mais il y a aussi des gens qui se posent des questions légitimes sur ce qu'on va dire à leurs enfants, et qui va leur dire…*". Les seconds devenant rapidement des proies faciles pour les intox diffusées par les premiers. Personne n'est véritablement à l'abri en la matière : lors de sa conférence de presse de rentrée, l'association de parents d'élèves FCPE a indiqué avoir reçu des mails de... profs, inquiets de savoir s'ils allaient devoir enseigner la masturbation !

Le gouvernement et l'administration semblent peiner à saisir l'occasion de s'expliquer, même si Jean-Michel Blanquer et Marlène Schiappa multiplient les séances de déminage depuis leur rentrée. La polémique a braqué le projecteur sur l'éducation à la sexualité à l'école, et ces fameuses séances annuelles : en quoi consistent-elles, qui les assure ? Pour beaucoup de Français, ces questions n'ont pas trouvé de réponses claires, et provoqué la perplexité. *Marianne* a contacté le ministère de l'Education pour en savoir plus long.

Ce que propose exactement Marlène Schiappa

La nouvelle circulaire annoncée par Marlène Schiappa consiste en réalité à remettre au goût du jour des sessions déjà prévues par la loi depuis 2001. Une circulaire de 2003 précise les objectifs de ces sessions d'éducation à la sexualité, dispensées en binôme par un prof de SVT et un membre d'une association agréée (telles que le Planning Familial, la Croix-Rouge ou Sida Info Service) : on y trouve, en priorité, la transmission d'"*informations objectives et des connaissances scientifiques*" afin de "*permettre une meilleure perception des risques (grossesses précoces, IST, sida) et favoriser des comportements de prévention*". Les aspects plus sociétaux de la sexualité sont également abordés, dans le but de lutter "*contre les préjugés sexistes ou homophobes*". Le ministère nous précise en outre que la nouvelle initiative ministérielle donnera une nouvelle importance aux "*enjeux liés à la pornographie, au harcèlement sexiste et sexuel ainsi qu'à la notion de consentement*", le tout afin d'enseigner "*le respect du corps et le respect d'autrui*". De là à y voir une entreprise de propagande idéologique, il y a là un immense pas à franchir. Sauf à considérer que l'égalité femmes-hommes et l'acceptation de l'homosexualité sont des marqueurs idéologiques...

Sur un plan plus prosaïque, l'annonce de ces enseignements intervient alors que les données les plus préoccupantes circulent concernant l'information des jeunes au sujet de la sexualité. Le 18 juillet, Santé Publique France a publié une enquête particulièrement alarmante montrant que de nombreuses infections sexuellement transmissibles ont été multipliées par trois, touchant spécifiquement les 15-24 ans. Une autre enquête menée par l'Ifop a révélé que seuls 16% des jeunes considèrent être très bien informés sur le sida, quand 30% ont "*des représentations faussées de la maladie et de ses modes de transmission*". Alors que près de 20% des élèves de troisième déclarent avoir des relations sexuelles, et que nombre d'entre eux sont insuffisamment informés sur le sujet compte tenu de circonstances familiales et religieuses, difficile de plaider pour mettre le sujet sous le tapis dans l'enceinte de l'école.

LIRE AUSSI **Génération YouPorn : "On laisse l'éducation sexuelle des enfants à la pornographie"**

#SEXE | #ÉDUCATION | #MARLÈNE SCHIAPPA | #INTERNET